



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

21/12/2023

Israël mène sa guerre coloniale d'annexion

Le génocide se poursuit

Les combats se poursuivent dans la bande de Gaza ainsi que le massacre des populations civiles. Ainsi, l'armée sioniste vient d'ordonner aux Palestiniens d'évacuer une partie de la ville de Khan Younes alors que les combats se poursuivent dans la ville. Les habitants de Khan Younes ne peuvent qu'aller s'entasser avec des centaines de milliers d'autres à Rafah, vers la frontière égyptienne.

L'ONU continue inlassablement de dénoncer les crimes israéliens, mais demeure totalement impuissante. Ainsi, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme réclame l'ouverture d'une enquête par Israël sur « *la possible commission d'un crime de guerre* » par ses forces armées à Gaza. Dans un communiqué daté de mercredi 20 décembre, cette agence de l'ONU dit avoir reçu des « *informations inquiétantes* » concernant la mort de « *onze hommes palestiniens non armés* » dans la ville de Gaza. Ils sont morts mardi soir lors d'une intervention de l'armée israélienne dans un immeuble résidentiel de la ville où s'abritaient plusieurs familles.

Les soldats israéliens « *auraient séparé les hommes des femmes et des enfants, puis auraient tiré et tué au moins onze hommes (...) sous les yeux des membres de leurs familles* », selon des témoignages diffusés par l'observatoire EuroMed des droits de l'homme. L'ONU a demandé à l'État sioniste de faire une enquête, nous exigeons qu'elle se fasse.

La guerre a provoqué d'immenses destructions dans la bande de Gaza, la plupart des hôpitaux sont hors service et 1,9 million de personnes, soit 85 % de la population, ont fui leur foyer, selon l'ONU. « *L'assaut des forces d'occupation israéliennes contre le système de santé de Gaza prend les formes les plus sadiques* », a estimé Francesca Albanese, la rapporteuse des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. « *Les hôpitaux et le personnel médical sont sacrés* », a-t-elle ajouté, en dénonçant une « *guerre insensée contre la population de Gaza* ».

L'État sioniste bénéficie d'une totale impunité

Nous avons largement documenté les raisons du soutien inconditionnel des USA à l'État d'apartheid sioniste, le dernier épisode se traduit par les tergiversations du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui a reporté mercredi 20 décembre, pour la troisième fois, la mise au vote d'une résolution des Émirats Arabes Unis. Pour que les représentants de l'impérialisme US ne mettent pas leur veto, on est passé d'une demande de cessez-le-feu à une pause humanitaire. Mais cela ne semble pas suffire à l'oncle Sam.

Catherine Colonna, la ministre française des affaires étrangères, s'est rendu au Liban et en Palestine. Au Liban, elle a servi la soupe à l'État sioniste en demandant le retrait du Hezbollah de la zone frontalière, en vain. Ensuite, en Israël, elle constate que Netanyahu et ses amis ne veulent discuter « que de la destruction du Hamas ». De retour en France, elle explique que « *dans la façon dont le pays exerce son droit à se défendre, à protéger sa population et à lutter contre le terrorisme, nous avons une divergence de point de vue avec Israël* ». Pendant que les morts se multiplient, madame Colonna disserte sur sa divergence. Et que fait-elle ? Rien ! Aucune pression sur Israël ! De vagues annonces sur des sanctions contre les colons sionistes de Cisjordanie, une demande d'explication pour l'assassinat d'un diplomate français, qui avait d'ailleurs demandé à être rapatrié, demande à laquelle l'État sioniste n'a toujours pas répondu, trois petits tours et puis s'en va !!!

La guerre d'Israël a pour but d'annexer toute la Palestine

La rhétorique de Netanyahu et de ses alliés comporte de plus en plus le discours sur le « retour à Gaza ».

En 2005, sous le gouvernement d'Ariel Sharon, est mis en place un plan de « désengagement ». Bien qu'il ait été un des principaux alliés du mouvement des colons, Sharon ordonne la destruction du bloc de colonies Gush Katif dans la bande de Gaza ainsi que quatre autres colonies dans le nord de la Cisjordanie. Ses motivations sont simples : l'annexion de toute la Palestine lui paraît dangereuse pour des raisons démographiques, le but est donc d'expulser le plus possible d'Arabes israéliens dans les territoires occupés et de rapatrier les colons sur le territoire propre d'Israël. Le « désengagement » constitue un profond traumatisme au sein du camp nationaliste israélien. Il est perçu comme une grande trahison du premier ministre et une erreur à corriger.

Depuis le 26 octobre, l'opération terrestre israélienne à Gaza paraît en offrir l'opportunité. Plusieurs ministres du gouvernement appellent à « *profiter de l'occasion* » pour conquérir et occuper la zone, tout en y érigeant de nouvelles colonies, avec le soutien d'une grande partie de la société israélienne.

Il y a quelques mois, le Parlement sioniste, la Knesset, en offrait la possibilité juridique. Le 21 mars, les députés ont voté une loi mettant fin au plan de désengagement, ouvrant ainsi la voie à la reconstruction des colonies dans les zones concernées : la bande de Gaza et les quatre colonies en Cisjordanie. Alors que l'autorisation de « *retourner à Gaza* » paraissait purement symbolique, Orit Strock, ministre des missions nationales, déclara le même jour à un média de la droite radicale : « *Le retour dans la bande de Gaza impliquera de nombreuses victimes, malheureusement [...], mais il ne fait aucun doute qu'en fin de compte elle fait partie de la terre d'Israël et qu'un jour viendra où nous y reviendrons.* ». Désormais, les sionistes pensent en avoir l'opportunité.

L'expansion de la colonisation ne se limite pas à la bande de Gaza, mais concerne également la Cisjordanie. Bezalel Smotrich, ministre des finances, a appelé à « *tirer des leçons des événements du 7 octobre* » et à les appliquer en Cisjordanie en créant des « *zones de sécurité dépourvues d'Arabes* » autour de chaque colonie. Autrement dit, à étendre leur territoire. Les colons et l'armée appliquent à la lettre la demande de Smotrich en menaçant les Palestiniens avec des armes, en les contraignent à quitter leurs foyers, causant la mort de 243 personnes.

Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, tire parti de l'anxiété ressentie par les Israéliens pour concrétiser plusieurs projets, notamment la distribution massive d'armes aux citoyens israéliens. Outre ces distributions, Ben Gvir prévoit la création de 700 « *unités prêtes* », composées de citoyens possédant des armes et prêts à réagir en cas d'urgence.

En outre la police de l'État sioniste contrôle les accès à internet des Arabes israéliens et procède à un grand nombre d'arrestations pour chaque partage, publication ou même un simple like exprimant sa solidarité avec les Gazaouis ou sa critique envers la politique du gouvernement. Dans ce contexte, l'oppression envers eux ne cesse de s'accroître, alors que toute expression de solidarité avec les Gazaouis est considérée comme une trahison contre l'État.

Notre parti réaffirme sa solidarité avec la lutte de libération nationale menée par le peuple palestinien pour que cesse l'agression coloniale sioniste. Il réaffirme sa position pour un État palestinien et le droit au retour. La France doit cesser sa politique de soutien à Israël en rompant ses relations diplomatiques avec l'État colonial et d'apartheid !